VI. COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE.

- (a). Sur chaque licence d'affaires, \$1,000.
 (a). Sur chaque licence supplémentaire, cinq piastres.

VII. COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE.

- (a). Sur chaque licence d'affaires, \$500.
 (b). Sur chaque licence supplémentaire, \$200 dans les cités de Montréal et de Québec, et \$50 dans tout autre endroit.

VIII. COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER URBAIN.

- (a). Sur chaque licence d'affaires, \$50 pour chaque mille de chemin de fer en exploitation.

IX. COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.

- (a). Sur chaque licence d'affaires, \$20 pour chaque mille de chemin de fer en exploitation.

J'estime que ces droits produiront un revenu de \$123,800, qui se décompose comme suit :

Banques.....	\$ 25,850
Compagnies d'assurance.....	34,600
“ industrielles ou commerciales.....	15,000
“ de prêt.....	8,000
“ de navigation... ..	5,000
“ de télégraphe..... ..	5,250
“ de téléphone..... ..	1,100
“ chemins de fer urbain..... ..	1,000
“ chemins de fer... ..	28,000
	<hr/>
Total.....	\$123,800
	<hr/>

Avec ce revenu, nous pourrons faire équilibrer nos dépenses et nos revenus.

S'il y a une classe de compagnies qui doit être assujettie plus que toute autre à cette contribution ou droit de licence, ce sont les compagnies de chemin de fer, qui ont été subventionnées par l'Etat. Prenez par exemple le « Québec-Central » qui coûte annuellement à la province en intérêts \$23,707.50 et qui paiera sur cent milles de voie, \$2,000. Prenez encore le chemin de fer du Sud-Est qui coûte annuellement à la province en intérêts \$24,850.35 et qui paiera \$2,800. (1).

(1) Voir Supplément III et Appendice D.